



## FONDS ROUTIER

### **APPEL DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA PREQUALIFICATION DES CONSULTANTS EN VUE DE L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE PASSAGE DU FONDS ROUTIER A UN FONDS ROUTIER DE DEUXIEME GENERATION.**

#### **I – CONTEXTE ET OBJET**

Le Gouvernement de la République du Cameroun, dans le souci de promouvoir et de consolider une croissance économique durable, a créé avec l'appui des partenaires au développement, un Établissement Public Administratif de type particulier dénommé « Fonds routier », placé sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances et sous la tutelle technique du Ministère chargé des routes.

Crée par la loi n°96/07 du 08 Avril 1996 portant protection du patrimoine national et régit par le décret N°2005/239 du 24 juin 2005 complété par le décret N°2012/173 du 29 mars 2012 qui fixe son organisation et les modalités de son fonctionnement, le Fonds routier est un mécanisme pérenne de financement des programmes de protection du patrimoine routier national, de prévention et sécurité routière, d'entretien routier, de réhabilitation et d'aménagement des routes.

Le réseau routier national prioritaire éligible au financement du Fonds Routier qui était moins de 30 000 km avant 2017 est passé à plus de 120 000 km en intégrant l'ensemble des routes communales éligibles au financement du Fonds Routier.

De plus, avec la croissance économique, le réseau routier national va de plus en plus croissant et est autour de 173 000 km aujourd'hui, pourtant les ressources destinées à l'entretien routier a subit une régression entre 2017 et 2022, passant de 60 milliards à 50 milliards en 2022.

Par ailleurs, avec un plafonnement des ressources et la loi des finances 2019 qui consacre la fusion de l'ensemble des ressources du Fonds Routier (RUR, péage, amendes de pesage, taxe à l'essieu), la solvabilité du Fonds routier est d'avantage engagée.

Au regard de ces contraintes, l'État envisage dans le cadre de la SND-30 (170) un ensemble de mesures d'accompagnement visant à encadrer cet ambitieux programme de développement du réseau routier ; dont, entre autre le passage du Fonds routier à un Fonds routier de 2<sup>ème</sup> génération. Il s'agira dès lors d'un Fonds qui collecte lui-même les ressources dédiées à l'entretien des routes et les rend disponibles pour les différents acteurs opérationnels afin d'inverser la tendance et garantir une plus grande autonomie.

4.

Cette nécessité se dégagait déjà lors de la rencontre à Yaoundé des Directeurs Généraux des Fonds d'entretien Routier des pays du groupe focal Afrique Centrale de l'association FER d'Afrique (AFERA) en 2015 mais reste jusqu'à ce jour en difficulté d'opérationnalisation, l'enjeu étant la proposition d'une stratégie de passage du modèle de Fonds Routier actuel à un Fonds routier de deuxième génération.

## **II – OBJECTIF DE LA MISSION**

Il s'agira de mettre à la disposition du Fonds Routier une stratégie et un plan d'action permettant le passage du Fonds routier actuel à un Fonds routier de deuxième génération au terme de la mission.

## **III – NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Cet ASMI vise la pré qualification des consultants pour un Appel d'Offres Restreint en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'élaboration d'une stratégie de passage du Fonds Routier à un Fonds Routier de 2<sup>ème</sup> génération.

Le consultant retenu sera chargé de :

- Définir les critères d'un Fonds routier de 2<sup>ème</sup> génération ;
- Présenter l'ancrage normatif d'un Fonds Routier de 2<sup>ème</sup> génération en Afrique ;
- Faire une analyse comparée du fonctionnement de trois (3) Fonds Routiers de 2<sup>ème</sup> génération Africains avec celui du Fonds Routier du Cameroun ;
- Faire une analyse critique du positionnement du Fonds Routier dans le système d'entretien routier du Cameroun en relation avec le Fonds Routier de 2<sup>ème</sup> génération sur la base de la méthode SWOT et PESTEL ;
- Décliner en actions, activités et tâches la stratégie qui permettrait le passage du Fonds Routier actuel à un Fonds Routier de 2<sup>ème</sup> génération, préciser les indicateurs de résultats et outputs à chaque niveau.

## **IV – CONDITION DE PARTICIPATION**

Le présent avis s'adresse aux consultants disposant d'une équipe d'experts préconstitués. À l'issue de la phase de pré-qualification, les trois (03) premiers consultants ayant obtenus une note technique d'au moins **80/100** seront retenus pour la suite de la procédure.

## **V – CRITERES DE QUALIFICATION**

- a) Conformité du dossier administratif ;
- b) Composition de l'équipe d'experts ;
- c) Qualification professionnelle des membres de l'équipe ;
- d) Références du cabinet dans la réalisation des missions similaires.

4

## VI – DOSSIER ADMINISTRATIF ET PROPOSITION TECHNIQUE

### VI-1 Le dossier administratif

Il comprend les documents ci-après :

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;
- Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Grande Instance au lieu de résidence du soumissionnaire datant de moins de trois mois précédant la date de remise des offres ;
- Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances du Cameroun ;
- Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- Une attestation de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de la dite caisse datant de moins de trois (03) mois ;
- Une attestation de non Redevance certifiant que le Cocontractant a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois (03) mois.

### VI-2 Le dossier technique

#### a)- la composition de l'équipe mobilisée pour la mission : 55 points

L'équipe proposée par le consultant sera composée des experts suivants :

N°	Poste	Qualification et expérience	Nombre de points
A.1	Chef de mission	Titulaire d'un diplôme universitaire en analyse et évaluation des projets (Bac+5)	5
		Expérience d'au moins 10 ans dans la conduite de missions de diagnostic des projets et programmes, dans l'aide à la formulation des politiques publiques	5
		Au moins trois (03) références prouvées dans des missions similaires (études diagnostiques et audit organisationnel)	15
A.2	Expert en Finances Publiques	Titulaire d'un diplôme universitaire en Finances Publiques (Bac+5)	2
		Expérience solide et prouvée (au moins 05 ans) dans les finances publiques	2
		Au moins trois (03) références justifiées dans des missions similaires (études diagnostiques et audit organisationnel)	6
A.3	Ingénieur du Génie civil	Titulaire du diplôme d'ingénieur du Génie civil (Bac+5)	2
		Expérience solide et prouvée (au moins 10 ans) dans la conception et la réalisation des ouvrages routiers (commande publique)	2
		Au moins cinq (03) références justifiées	6
A.4	Juriste	Titulaire d'un diplôme universitaire en droit public (Bac+5)	2
		Expérience solide et prouvée (au moins 05 ans) dans le diagnostic des cadres législatif et l'élaboration des manuels de procédure	2
		Au moins cinq (03) références justifiées	6

## **b)- Les références du cabinet dans le cadre des missions similaires : 45 points**

Elles comprennent un dossier présentant cinq (05) études justifiées dans le cadre des missions similaires :

- Évaluation des programmes ;
- Diagnostic organisationnel ;
- Élaboration des stratégies ;
- Élaboration des plans d'actions ;
- Études diagnostiques et audit organisationnel.

## **VII – FINANCEMENT**

Le financement de la mission sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds routier, exercice 2022.

## **VIII-ADRESSE DE DEPOT DES MANIFESTATIONS D'INTERET ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les plis fermés contenant la manifestation d'intérêt devront être déposés en 07 exemplaires (1 original et 6 copies) au plus tard le **23/05/2022 à 15h30**, avec la mention :

**« APPEL DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA PREQUALIFICATION DES CONSULTANTS EN VUE DE L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE PASSAGE DU FONDS ROUTIER A UN FONDS ROUTIER DE DEUXIEME GENERATION. »**

**« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de l'Administrateur du Fonds Routier au plus tard 14 jours avant la date limite de remise des offres à l'adresse ci-après :  
12ème étage (Bureau du courrier, Porte 12-21), Immeuble SNI, Tel : (237) 222 22 47 52 – Fax : (237) 222 22 47 89 – e-mail : [contact@fondsroutiercameroun.org](mailto:contact@fondsroutiercameroun.org), Yaoundé-Cameroun.

**L'Administrateur du Fonds Routier**

**ESSAIE MOUSSA AUBIN**





## ROAD FUND

### **CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST FOR THE PRE-QUALIFICATION OF CONSULTANTS TO DEVELOP A STRATEGY FOR THE TRANSITION FROM THE ROAD FUND TO A SECOND GENERATION ROAD FUND.**

#### **I - BACKGROUND AND PURPOSE**

In a bid to promote and consolidate sustainable economic growth, the Government of the Republic of Cameroon has created, with the support of development partners, a special type of Public Administrative Institution called the "Road Fund", placed under the financial supervision of the Ministry in charge of Finance and the technical supervision of the Ministry in charge of roads.

Established by Law No. 96/07 of 8 April 1996 on the protection of national assets and governed by Decree No. 2005/239 of 24 June 2005, supplemented by Decree No. 2012/173 of 29 March 2012, which lays down its organisation and terms for its functioning, the Road Fund is a permanent mechanism for financing programmes for the protection of national road assets, prevention and road safety, road maintenance, rehabilitation and development.

The priority national road network eligible for Road Fund financing, which was less than 30,000 km before 2017, has grown to more than 120,000 km by including all council roads eligible for Road Fund financing.

In addition, with economic growth, the national road network is increasingly growing and is around 173,000 km today, yet the resources for road maintenance have decreased between 2017 and 2022, from 60 billion to 50 billion in 2022.

Moreover, with the capping of resources and the 2019 Finance Law enshrining the merging of all Road Fund resources (Road users royalties (RUR), tolls, weighing-related fine, axle tax), the solvency of the Road Fund is further committed.

In view of these constraints, the State is considering, within the framework of the NDS-30 (170), a set of accompanying measures aimed at providing a framework for this ambitious road network development programme, including, inter alia, the transition from the Road Fund to a 2nd generation Road Fund. It will therefore be a Fund that collects the resources dedicated to road maintenance and makes them available to the various operational stakeholders in order to reverse the trend and guarantee greater autonomy.

This need already emerged during the meeting of Directors General of Road Maintenance Funds of the Central Africa Focal Group's countries of Africa RMF Association (ARMFA) in Yaounde in 2015 but has

hitherto been difficult to operationalise, the stakes being the proposal for a transition strategy from the current Road Fund model to a second generation Road Fund.

## **II – OBJECTIVE OF THE MISSION**

It will provide the Road Fund with a strategy and action plan for the transition from the current Road Fund to a second generation Road Fund at the end of the mission.

## **III - NATURE AND SCOPE OF SERVICES**

This Call for Expression of Interest aims at pre-qualifying consultants for a Limited Call for Tenders to recruit a consultant in charge of developing a strategy for the transition from the current Road Fund to a 2nd generation Road Fund.

The successful consultant shall:

- define criteria for a 2nd Generation Road Fund;
- present the normative basis for a 2nd generation Road Fund in Africa;
- do a comparative analysis of the operating procedures of three (3) 2nd generation African Road Funds with those of Cameroon Road Fund;
- do a critical analysis of the Road Fund position in the road maintenance system of Cameroon in relation to the 2nd generation Road Fund, based on SWOT and PESTEL methods;
- break down into actions, activities and tasks of the strategy that would enable the transition from the current Road Fund to a 2nd generation Road Fund, specifying the result indicators and output at each level.

## **IV - PARTICIPATION CONDITIONS**

This call for expression of interest is intended for consultants with a pre-constituted team of experts. At the end of the pre-qualification phase, the first three (3) consultants with a technical score of at least **80/100** will be selected for further procedure.

## **V - QUALIFICATION CRITERIA**

- a) Compliance of administrative file;
- b) Composition of team of experts;
- c) Professional qualification of team members
- d) References of the firm in the execution of similar missions.

## **VI - ADMINISTRATIVE FILE AND TECHNICAL PROPOSAL**

### **VI-1 Administrative file**

It shall comprise the following documents:

- A stamped letter of expression of interest;

*Q*

- An attestation of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance in the bidder's place of residence, dated less than three (3) months prior to the tender submission date;
- The bidder's attestation of bank account issued by a bank approved by Cameroon's Ministry of Finance;
- An attestation of non-exclusion from public contracts issued by PCRA.
- An attestation from the National Social Insurance Fund, dated less than three (3) months, certifying that the tenderer has fulfilled his obligations to the said Fund.
- An attestation of non-indebtedness dated less than three (3) months, certifying that the Co-contractor has made the regulatory tax declarations for the current fiscal year.

## VI-2 Technical file

### a)- Composition of the team mobilized for the mission: 55 points

The team proposed by the bidder shall comprise the following experts:

No.	Position	Qualification and experience	Number of points
A.1	Head of Mission	Holder of a university degree in project analysis and evaluation (GCE A/L +5 years)	5
		At least 10 years of experience in conducting diagnostic missions for projects and programmes, and in assisting in public policy formulation	5
		At least three (3) justified references in similar missions (diagnostic studies and organisational audit)	15
A.2	Public Finance Expert	Holder of a university degree in Public Finance (GCE A/L+5 years)	2
		Sound and proven experience (at least 5 years) in public finance	2
		At least three (3) justified references in similar missions (diagnostic studies and organisational audit)	6
A.3	Civil engineer	Holder of a Civil Engineering diploma (GCE A/L+5 years)	2
		Sound and proven experience (at least 10 years) in the design and execution of road works (contracting with the government)	2
		At least three justified references	6
A.4	Legal expert	Holder of a university degree in public law (GCE A/L+5 years)	2
		Sound and proven experience (at least 5 years) in conducting a diagnosis of legislative frameworks and developing procedure manuals	2
		At least three (3) justified references	6

### d) References of the firm in the execution of similar missions: 45 points

They shall include a file presenting five (5) justified studies within the framework of similar missions:

- Programme evaluation;
- Organisational diagnostics;
- Strategy development;

- Action plan drafting;
- Diagnostic studies and organisational audit.

## **VII – FINANCING**

The mission shall be financed by the Road Fund's operating budget of the 2022 financial year.

## **VIII - ADDRESS FOR SUBMITTING EXPRESSIONS OF INTEREST AND OBTAINING ADDITIONAL INFORMATION**

Sealed envelopes containing the expression of interest must be submitted in seven (7) copies (1 original and 6 copies) no later than **23/05/2022** at **3:30 pm**. They shall be labelled:

**"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST FOR THE PRE-QUALIFICATION OF CONSULTANTS TO DEVELOP A STRATEGY FOR THE TRANSITION FROM THE ROAD FUND TO A SECOND GENERATION ROAD FUND."**

**"To be opened only at the tender-evaluation session."**

Additional technical information may be obtained from the Road Fund Administrator, latest 14 days before the tender submission deadline, at the following address:

12th floor (Mail office, Room 12-21), SNI Building, Tel.: (237) 222 22 47 52–Fax: (237) 222 22 47 89 – e-mail: [contact@fondsroutiercameroun.org](mailto:contact@fondsroutiercameroun.org), Yaounde-Cameroon.

**The Road Fund Administrator,**



**ESATIE MOUSSA AUBIN**